Communiqué de la Fédération des Hautes-Pyrénées du PCF

Le groupe DAHER doit maintenir les emplois et les capacités industrielles sur le site de Louey

En pleine crise du confinement, début avril 2020, la presse locale publie un article concernant la crainte de 3000 suppressions d'emplois au sein du groupe DAHER qui comprend 10 000 salariés. Le PDG Didier Kayat confirme cette information et évoque un « plan de survie » et des « mesures douloureuses et inédites » face à un chiffre d'affaire en baisse de 400 millions d'euros sur 1,3 milliard d'euros, soit une baisse de 30%. Ce plan est lié à la baisse d'activité du groupe AIRBUS dont DAHER est partenaire pour la partie aérostructure et au ralentissement de la chaine de fabrication des TBM.

Cette annonce en pleine crise sanitaire est un coup de massue portée à la SOCATA qui est un fleuron industriel et le principal employeur privé du département. Cette annonce est indigne d'une direction qui ajoute de la souffrance sociale à l'inquiétude sanitaire pour le devenir des salariés de cette entreprise.

Le PDG indique aussi « qu'un plan de transformation (et de compétitivité) avait été lancé en début d'année » par le groupe DAHER. D'une manière irresponsable envers les salariés et le territoire départemental, il annonce un plan de restructuration avec un impact sur l'emploi.

Le groupe DAHER a réalisé des bénéfices de 31,8 millions d'euros en 2018 et a distribué des dividendes à ses actionnaires ces dernières années. C'est un groupe qui a aussi réalisé en 2019 des opérations d'acquisitions des sociétés de l'avionneur américain QUEST et du spécialiste de la soudure composites thermo plastique KVE aux Pays Bas. Par ailleurs le groupe a construit une 2ème usine à Tanger au Maroc en 2018. Ces différentes actions ont pour but de rechercher le profit maximum. La direction du groupe DAHER profite de la crise du Coronavirus pour réduire l'emploi et les capacités industrielles en France.

Ce groupe a bénéficié des aides publiques ces dernières années pour des investissements et des projets d'innovations au sein de l'usine de Louey. D'autre part, l'Etat est actionnaire au travers de la BPI à hauteur de 12,5%. Cette entreprise occupe une place stratégique dans la filière aéronautique avec AIRBUS et comme constructeur d'avions légers.

Le potentiel industriel de la Socata doit donc être conservé avec tous les emplois sur le site de Louey. L'Etat doit mettre en place un plan Marshall de 10 milliards d'euros pour soutenir la filière aéronautique. Il doit soutenir également l'emploi en

Parti Communiste Français Fédération des Hautes-Pyrénées
4 rue des Haras 65000 TARBES
05 62 93 12 67 – pcf65@orange.fr

poursuivant le dispositif de chômage partiel en attendant une relance du secteur aéronautique. Ces aides publiques doivent être conditionnées au maintien de l'emploi et engager la transition écologique du secteur aéronautique.

L'Etat actionnaire doit aussi s'engager pour garder les emplois et le potentiel industriel qui est stratégique pour notre pays et notre département, jusqu'à prendre une prise de participation majoritaire au sein du groupe, pour un pilotage public de celui-ci.

Les communistes proposent de mettre en place :

- une sécurité d'emploi et de formation pour permettre de sécuriser les parcours professionnels des salariés ;
- Un fonds national et régional de crédits bancaires pour les entreprises à taux 0% voire négatif ;
- Un comité de suivi des aides, des investissements publics et du crédit.

Ce contexte appelle la mobilisation de tous les acteurs politiques des Hautes-Pyrénées aux cotés des salariés et des syndicats de l'entreprise.

Tarbes le 20 mai 2020

Parti Communiste Français Fédération des Hautes-Pyrénées
4 rue des Haras 65000 TARBES
05 62 93 12 67 – pcf65@orange.fr